

Unité inter-départementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 MANOSQUE

Marseille, le 12/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI CHIMIE

45 chemin de Météline
BP 15
04200 Sisteron

Références : D/SPR/GP/N°1367/2023
Code AIOT : 0006400839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement SANOFI CHIMIE implanté 45, chemin de Météline BP 15 04200 Sisteron. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté du 03/03/2010 modifié en 2021 a vu son périmètre d'application modifié. De plus il fixe des prescriptions spécifiques relatives concernant la stratégie de défense contre l'incendie. Il était attendu de la part de l'exploitant un bilan de conformité vis-à-vis de cet arrêté modifié. L'exploitant avait remis ce bilan en 2022. L'objectif de la visite était d'une part de contrôler que l'ensemble des substances concernées par l'application de l'arrêté étaient prises en compte (en particulier les substances H224 225 et 226 non concernées par une rubrique Liquides inflammables), et d'autre part de faire le point sur la conformité du Plan de Défense Incendie (article 43 de l'arrêté du 3/10/10) transmis par l'exploitant à la même occasion.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI CHIMIE
- 45, chemin de Météline BP 15 04200 Sisteron
- Code AIOT : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de SANOFI Sisteron est spécialisé dans la fabrication de cinq principes actifs, et impliqué dans le pôle de compétitivité mondial « Orphème » consacré aux maladies orphelines et aux pathologies émergentes.

La spécificité de l'usine de Sisteron, qui fait partie des 3 sites de production les plus importants pour Sanofi en France, réside dans la complémentarité des deux activités :

- Le développement (R&D) des procédés chimiques qui met au point et transpose, à l'échelle industrielle, les procédés de fabrication des molécules issues de la recherche du groupe.
- La production des quantités de principes actifs livrés ensuite aux autres sites du groupe pour conditionnement et distribution.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan de défense Incendie - Adéquation moyens	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2	/	Sans objet
5	Plan de défense incendie - refroidissement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.3.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des liquides inflammables soumis à l'arrêté du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	/	Sans objet
2	Plan de défense Incendie - Scénarios majeurs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plan de défense incendie - Eau et Emulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien pris en compte les évolutions introduites dans la nouvelle version de l'arrêté du 3/10/10 modifié. Son bilan de conformité ne faisait pas apparaître spécifiquement le Méthanol (dont les conditions de stockage sont cependant identiques aux autres liquides inflammable stockés en réservoirs aériens). Le plan de défense incendie, s'il nécessite quelques précisions et ajustement nécessaire est bien construit, à la fois dans une logique très pratique, tout en comportant les informations essentielles à la justification du dimensionnement de la stratégie de lutte, et des moyens nécessaires. Il apparaît que l'exploitant a bien pris la mesure du sujet et dispose d'une stratégie de lutte contre l'incendie pertinente et claire, formalisée dans le Plan de Défense Incendie, qui s'articule avec le POI, les fiches scénarios, sur la base de l'Etude de Dangers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des liquides inflammables soumis à l'arrêté du 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Liquides inflammables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté du 3/10/10 a été modifié le 22/09/2021. En particulier, le périmètre des produits soumis au respect des prescriptions de l'arrêté a été modifié pour inclure certains produits non soumis aux rubriques liquides inflammables de la nomenclature de ICPE mais possédant des mentions de dangers particulières.</p> <p>En particulier, en sus des habituels liquides inflammables classés dans les rubriques adhoc (4331 par exemple), l'ensemble des produits stockés en réservoirs aériens et possédant les mentions de dangers H224, 225, et 226 (ainsi que les déchets HP3 >1000t) sont concernés par l'application des prescriptions de l'arrêté. Les produits possédant un point éclair compris entre 60 et 93°C sont également concernés.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de justifier d'une part du bon recensement des substances soumis à respect de cet arrêté, et du respect strict des prescriptions de l'arrêté du 3/10/10.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en septembre 2022 son recensement et son bilan de conformité considérant les modifications apportées à l'arrêté. Il a en particulier fourni la liste des substances classées au titre d'une des rubriques liquides inflammables de la nomenclature. L'ensemble des substances concernées sont classées selon la rubrique 4331, les quantités recensées étant cohérentes avec le classement administratif du site. Il a précisé être conforme à l'arrêté pour ces</p>

stockages. L'exploitant n'avait pas identifié le méthanol comme étant nouvellement concerné par l'applicabilité de l'arrêté, car possédant la mention de dangers H225. Toutefois, le stockage de Méthanol est effectué dans le même parc et selon les mêmes conditions que les liquides classées sous la rubrique 4331. L'exploitant devra pour autant s'assurer que l'arrêté est respecté pour ce stockage de Méthanol, comme pour les substances soumises à la 4331. De même, il devra vérifier que l'ensemble des éventuelles substances stockées en réservoir aérien manufacturés non classées au titre de la rubrique 4331 sont bien exclues du champ d'application de l'arrêté (pas de mention de dangers H224, 225,226, point éclair < 60 ou > 93), ou que leur stockage est conforme. La conformité du parc de stockage vis-à-vis de l'arrêté du 3/10/10 modifié fera l'objet d'une inspection ultérieure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de défense Incendie - Scénarios majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense Incendie - PDI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; - 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; - 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p> <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p>

<p>-les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;</p> <p>-les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un PDI qui en articulation avec le POI comprend l'ensemble des informations requises (scénarios, évaluation et adéquation des besoins nécessaires, détail de la stratégie de lutte...).</p> <p>L'exploitant identifie bien le scénario majeur pour le type de sinistre "feu de cuvette". Considérant la configuration du site, des stockages aériens manufacturés, et des équipements annexes présents, ce scénario majorant est considéré comme étant le majorant en termes de moyens techniques, humains et en termes de ressources (eau et émulseur) par rapport à d'éventuels feux de bac ou d'équipements annexes. L'évaluation des scénarios majeurs est donc considéré comme étant acceptable. L'étude de dangers n'évalue pas d'ailleurs le scénario feu de bac, considérant la présence de toit fixe.</p> <p>Pour le scénario majeur, les moyens sont déterminés conformément aux attendus réglementaires et la formalisation dans le PDI est adaptée.</p> <p>Les points de contrôle suivants détaillent les remarques de l'inspection sur l'évaluation des moyens nécessaires et la justification de leur adéquation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Plan de défense Incendie - Adéquation moyens

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense Incendie - Moyens</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :</p> <p>-la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;</p> <p>-l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m²)^{4/3}. s ni la valeur de 8 kW/m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;</p> <p>-la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.</p>

43-2-4. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :

- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;

- une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers ;

- en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.

Les délais mentionnés aux trois alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie.

43-2-5. Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

43-2-6. Les bassins de confinement des eaux d'incendie :

- sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers, ou ;

- sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi.

Constats :

L'exploitant est en mesure de justifier dans son PDI de la cohérence entre la cinétique de l'accident et celle de la mise en œuvre de ces moyens.

Le PDI prévoit une frise chronologique représentant l'engagement des moyens.

Pour le scénario majeur, le PDI précise l'ensemble des moyens techniques à engager, avec leur emplacement prévu par rapport aux zones de flux thermiques.

Certaines actions sont à mener en rentrant dans la zone d'exclusion des flux thermiques des 5 ou des 8 kW/m². Pour ces actions qui sont des actions courtes (fermeture de vanne par exemple), l'exploitant a pu démontrer qu'il possédait le matériel nécessaire (combinaisons spécifiques). Ces équipements ont été vus le jour de l'inspection. Il devra transmettre à l'inspection les fiches techniques de ces combinaisons justifiant leur niveau de protection.

L'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs relatifs à la portée des lances et canons. Les portées sont supérieures aux distances à couvrir telles qu'envisagées par l'exploitant dans sa stratégie de défense.

Les équipements susceptibles d'être mis en œuvre (lances, canons, camions) sont bien présents sur site. L'exploitant procède à des recensements réguliers attestant de la présence des équipements dans les véhicules d'intervention.

La justification de la compétence des agents prévus pour l'intervention est démontrée (ESI

<p>formés) en cohérence avec le SGS et le plan de formation de l'exploitant.</p> <p>La présence et l'emplacement des bassins de rétentions des eaux incendies sont justifiés également. Les eaux incendies sont véhiculées par le réseau d'égoûts chimiques, puis détournées vers les bassins de rétention du site par l'intermédiaire de deux pompes de refoulement (redondance) de 800m³/h de capacité (le scénario majorant nécessitant 600m³/h). L'exploitant devra transmettre le programme d'entretien et de test de ces pompes et le résultat du dernier contrôle.</p> <p>Si le PDI, notamment par sa frise chronologique prend bien en compte les timings réglementaires, l'exploitant ne justifie pas dans son PDI qu'il est en mesure de respecter ces délais, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il doit démontrer la mise en œuvre des moyens fixes sous 15' à partir du départ du feu (justification technologie employée et de sa cinétique). Les alarmes lines permettant la détection (réglées sur 68°C) sont en place dans les cuvettes et étaient opérationnelles le jour de l'inspection. Ces alarm lines sont testées de manière régulière afin de s'assurer du fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de transmission de l'information. L'exploitant devra transmettre le dernier contrôle effectué sur ces alarm lines considérant qu'il n'a pas été possible de les tester le jour de l'inspection (l'exploitant ne dispose pas du matériel spécifique permettant de tester l'alarm line sans l'endommager). - il doit démontrer que l'organisation qu'il met en place (y compris sur les périodes creuses [nuit, weekend, jours fériés]) lui permet de respecter le délai de 30' pour la mise en œuvre des premiers moyens, et de 60' pour la mise en œuvre de l'ensemble des moyens. <p>De plus l'exploitant doit démontrer l'adéquation des moyens humains en fonction de son organisation de gestion de crise (nombre de personnes mobilisable / nombres de personnes prévues pour la mise en œuvre des moyens prévus dans le scénario). Ce point ne figure pas dans le PDI.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites sur la partie délais et adéquation des moyens humains et de l'organisation associée.</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Plan de défense incendie - Eau et Emulseur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense Incendie - eau et émulseur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>43-3. Moyens en eau, émulseurs et taux d'application.</p> <p>43-3-1. L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.</p> <p>L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté.</p> <p>Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5</p>

kW/m2 identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable :

-pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ;

-ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées.

43-3-2. Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.

43-3-3. Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant dispose des moyens en eaux et en émulseurs suffisants pour assurer la mise en œuvre de sa stratégie de défense incendie basée sur le scénario majorant.

L'emplacement des réserves eau et émulseurs ont été contrôlées et sont situées en dehors des flux thermiques du scénario concerné.

Les débits et taux d'application sont déterminés conformément aux attendus de l'arrêté du 3/10/10. L'exploitant est en mesure de justifier du dimensionnement des installations (diamètre des cuves notamment) permettant de garantir un calcul correct de la quantité d'eau nécessaire. Le taux d'application retenu est le taux forfaitaire de l'arrêté.

Les réserves d'eau (2*750m3) sont monitorées avec report d'alarme en salle de contrôle sur niveau bas. Le suivi a été contrôlé sur le terrain. Les réserves d'eau étaient remplies à 87% le jour de l'inspection. La capacité de ces réserves est supérieure à la quantité d'eau nécessaire pour alimenter le scénario majeur. Ces réserves sont alimentées par le canal situé en contrehaut du site. L'eau alimente ensuite le réseau incendie du site par gravité.

L'exploitant devra être attentif à ses ressources en eau lors des procédures de vidange du canal (tous les 10/15ans) et devra informer l'inspection, le Préfet et le SDIS des mesures mises en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de défense incendie - refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43.3.7

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie - Refroidissement

Prescription contrôlée :

Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :

<p>-refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;</p> <p>-refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;</p> <p>-refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/m² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;</p> <p>-protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Si les moyens prévus par l'exploitant (notamment eau et émulseurs) semblent largement dimensionnés, la prise en compte du refroidissement telle que présentée dans son PDI pour le scénario majeur (p64 du PDI) n'apparaît pas cohérente avec les demandes de l'arrêté.</p> <p>Le refroidissement indiqué au D) de la p 64 du PDI concerne l'eau nécessaire au refroidissement des cuves présentes dans la cuvette concernée par l'incendie, considérant que le déclenchement des moyens fixes déclenchent l'ensemble des couronnes de l'ensemble des cuves en simultanée. Cette quantité d'eau est bien à prendre en compte (en fonction du nombre et du débit des couronnes).</p> <p>Par contre, l'exploitant n'a pas pris en compte le refroidissement des installations présentes dans le flux de 8 (8 cuves du 406). De même, il doit rajouter l'eau nécessaire au refroidissement la zone de dépotage considérant que le scénario majorant doit prévoir qu'un dépotage puisse-t-être concomitant avec le sinistre.</p> <p>En fonction des résultats obtenus, l'exploitant devra revoir ses courbes de montées en puissance pour intégrer cette quantité d'eau supplémentaires.</p> <p>Ces éléments devront être mis à jour sous 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>